Entretien no1

Sujet : Libéralisation des ondes , enjeux et perspectives.

Interlocuteurs : Jacques Maunick
Marjorie Lenette.
Lieu d' entretien : Mauritius Broadcasting Corporation.

J.M : Jacques Maunick
M.L : Marjorie Lennette.

1. M.L : M. Maunick, vous avez été Directeur de la Radio Publique à deux reprises. Quel a été votre parcours dans le domaine de l'audiovisuel ?
2. J.M : J ai été une fois directeur de passage entre 1992-1993 où c'était comme une année sabatique , c'était pas çà encore. Je suis Directeur de la MBC Radio depuis mai 2001. L'histoire avec l'audiovisuel a commencé juste après mes études universitaires en France à la Sorbonne, après une licence en Lettres et ma maîtrise. J'avais entamé un Doctorat sur la musique soul que je n'ai jamais terminé car je n'avais pas d'argent et j'ai commencé à faire des piges à RFI International à Paris de 1971 à 1973, ensuite je suis venu à Maurice pour cinq ans et pendant les trois dernières années de 1976 –1978, tout en étant enseignant et journaliste, j'ai fait de la télé, surtout un magazine d'actualité, d'information, d'enquête. Puis je suis retourné en France en 1978 où j'ai repris le collier à RFI en tant que producteur pigiste dans le service magazine pour l'Afrique Francophone et les îles de l'Océan Indien. J'ai fait cela pendant plusieurs années et en même temps travaillé à France Musique où j'étais producteur d'un hebdomadaire d'un magazine de musiques traditionnelles. « Les chants de la Terre » qui traitait des musiques traditionnelles du monde entier et j'ai été producteur de certaines émissions sur France Culture et c'est dans ce cadre avec France Musique et France Culture que j 'avais produit l'album Séga Ravanne de Maurice et Séga Tambour de Rodrigues, sortis dans la collection Ocora. Pour RFI, j'ai souvent été en Afrique Francophone car c'était des clients de …. En 1983, RFI m'a proposé de devenir cadre supérieur et producteur de 1983 à 1985, sauf pendant l'année où je suis revenu à Maurice pour une année sabbatique.
3. M.L : Cette année sabbatique qui a été une expérience radiophonique.
4. J.M : Ce n'était pas une expérience, pour moi c'était une parenthèse, on était venu me voir à Paris pour me dire que la radio ne se portait pas bien et que peut être il y aurait la libéralisation des ondes et de venir donner un coup de main. Je suis venu donner un coup de main pendant une année tout en sachant que je repartais après. Mais bon, c'est là que je me sis rendue compte que la radio était le parent pauvre et qu 'on avait à peu après deux cent siècles de retard, u matériel vieillot, un personnel non formé et c'est là que j'ai essayé de mettre sur pied une vraie discothèque. On a essayé de faire comme on a pu, avec ce qu'on a pu, avec l'absence de budget et c'est dans ces conditions qu'on a essayé de faire une vraie FM musicale, de faire une autre FM, Planet FM qui s'appelle aujourd'hui One World FM, c'était vraiment une transition. J'avais essayé de mettre un embryon de rédaction en place qui avait commencé à fonctionner. J'avais commandé une voiture de reportage exprès pour la radio. J'avais un petit peu mis certaines choses en chantier. Dès que j'ai tourné le dos, euh, la voiture de reportage est arrivée et elle a été démantibulée pour être redistribuée en pièces pour les autres services et elle n'a jamais roulé pour la radio. La rédaction quelques semaines après mon départ était fermée. Donc tout ce que j'avais fait était tombé à l'eau.
5. M.L : Et après, vous avez fait quoi, continué dans l'audiovisuel ?

6. J.M : Non, non… J'ai continué à RFI. Il n'était pas question que je retourne à Maurice. C'est en 1995 que la Sentinelle, un groupe de presse est venue me voir à Paris pour me proposer de mettre sur pied une radio privée parce que tout le monde était persuadé que la libéralisation des ondes était pour demain. J'ai beaucoup discuté et après coup, je me suis dit pourquoi pas, revenir dans son pays natal et tout… et je suis revenu. Quinze jours après mon retour, dissolution du gouvernement, élections générales, un nouveau pouvoir qui promet bien sûr la libéralisation des ondes pour demain et ce gouvernement ne l'a jamais fait, a littéralement berné tout le monde pendant des années. Bon entre temps, le projet Radio One était encore sur papier et on en pouvait pas prendre le risque de faire venir du matériel, d'employer des gens, de faire une grille de programmes, quand il n'y avait même pas de libéralisation des ondes. J'ai fait autre chose, du journalisme écrit, pris certaines initiatives comme lancer un magazine people qui existe toujours qui s'appelle l'Affiche, un magazine télé,
7. M.L : Il y a eu la presse en ligne aussi …
8. J.M :Oui, j'ai essayé de faire aussi Net Radio One qui fonctionnait assez bien, et qui a surtout bien fonctionné pendant les émeutes de février.
9. M.L : Et à cette époque là, selon quels paramètres cela fonctionnait car pendant les émeutes, on avait chez vous des nouvelle que les autres n'osaient pas diffuser.

10. J.M : Quels paramètres ? On faisait notre boulot c'est tout. C'était un journal complet quotidien audio avec un petit groupe de journalistes. On balançait tout cela sur l'Internet. C'était un quart d'heure par jour, c'était pour exprimer notre exaspération et notre frustration de ne pas voir la libéralisation arriver.
11. M.L : Est-ce qu'à cette époque la MBC Act n'est pas entrée en jeu ?
12. J.M : La MBC Act ne pouvait pas s'appliquer à une radio sur Internet.
13. M.L : C'était une belle façon de la contourner alors ?
14. J.M : Mais oui, c'était cela le truc. Internet est international et personne ne peut imposer sa loi. La question ne se posait même pas. Ensuite en septembre 2001 quand il y a eu un changement de gouvernement, ce nouveau gouvernement décrète que dans quelques mois il y aurait la libéralisation des ondes.
15. M.L : Et d'après vous pourquoi l'ancien gouvernement n'a pas libéralisé ?
16. J.M : Officiellement on va vous dire que l'on voulait prendre des précautions pour ne pas aller vite, je crois que l'ancien gouvernement a brillé par son attentisme dans beaucoup de domaines, en 1997 on a fait venir Hervé Gourges Président du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, Cavada est venu et çà n'a pas bougé d'une souris. Je crois que l'ancien gouvernement a eu peur d'aller jusqu'au bout de la libéralisation des ondes. Je crois qu'à l'intérieur de ce gouverment ce sont les paroles de certains conservateurs qui l'ont emporté sur les quelques personnes qui désiraient la libéralisation.
17. M.L : Et pourquoi avoir choisi de travailler dans le domaine public plutôt que le privé, puisque vous aviez déjà une expérience dans le public en 1992 ?
18. J.M : Parce que le service public a fait appel à moi, dans un premier temps j'avais un contrat avec La Sentinelle et Radio One et à l'époque j'avais conseillé au Conseil d'Administration de faire un appel d'offres de candidatures en toute transparence et de choisir quelqu'un pour la Radio. Et c'est ce qu'ils ont fait, ils ont eu un candidat choisi, Gérard Manuel et puis il est parti. Et là ils sont revenus vers moi en me disant qu'ils voulaient renégocier avec moi, là je me suis pris au jeu. Il eut été plus facile de demeurer Directeur de Radio One pour plusieurs raisons. D'abord pour des raisons financières, car un directeur chez Radio One gagne plus du double qu le directeur de la Radio à la MBC.
19. M.L : Donc il y a d'autres raisons ?
20. J.M : Je crois en toute démocratie, il faut qu'il y ait la libéralisation des ondes, c'est un must , bien sûr avec des gardes fous, avec un encadrement légal. Mais en même temps il faut avoir un service public car les deux n'ont pas la même mission. Dans tous les pays démocratiques vous verrez qu'il y a un service public et parallèlement il y a un service privé. En allant à la MBC je savais que j'allais rencontrer des difficultés, vu la façon qu'elle fonctionne et un matériel totalement vétuste, alors que d'autres passaient au numérique. J'ai pas choisi la facilité c'était un challenge.
21. M.L : Selon quelles structures opérez vous actuellement, c'est à dire administrative et juridique ?
22. J.M : Au niveau juridique le paysage a changé, avec la libéralisation des ondes, avec l'IBA qui est un peu le petit CSA à Maurice et qui a bien établi les paramètres. Et là, il faut reconnaître que les nouvelles autorités ont su établir les bons paramètres, c'est à dire la liberté c'est bien mais çà ne veut pas dire faire n'importe quoi. Par exemple, vous savez que dans cette loi il est spécifié qu'il ne peut pas y avoir de radio appartenant à un parti politique ou à une religion. Et dans notre société mauricienne, qui je le rappelle est une société laïque mais multiraciale et pluri-culturelle. Imaginez demain une radio prêchant l'Hindouisme, une radio prêchant l'Islam, çà aurait été le "bordel". Heureusement que l'on a mis de bons paramètres comme par exemple on sait qu'il y a des radios qui appartiennent à des groupes de presses, les groupes de presse n'ont pas le droit d'avoir plus de 20% de l'actionnariat. Bref, on a mis de bons paramètres en place et puis on a libéralisé. La MBC elle continue à fonctionner hélas dans un vieil encadrement, parce que la MBC est régie par le PRB, c'est à dire qu'on a le même statut que les fonctionnaires, d'ailleurs la semaine dernière seulement le gouvernement a donné un accord pour que la MBC soit différenciée des fonctionnaires. C'est un désavantage parce que dans le service public je parle de la radio, où il y a cinq chaînes, trois chaînes FM et deux chaînes AM, a un cahier des charges extrêmement lourd, lourd dans le sens qu'on est obligé de diffuser dans une douzaine de langues tous les jours proportionnellement à la population. Chacun surtout les associations culturelles se battant pour avoir 15 minutes de plus ou en moins. Nous avons aussi obligation de diffuser un certain nombre d'informations religieuses, éducatives, plus on nie la possibilité de pouvoir payer les gens un peu plus que les fonctionnaires, puisqu'il y avait que le monopole à Maurice, et les radios privées qui arrivent et c'est tant mieux qu'il y ait de la concurrence. Ces radios elles n'ont pas les mêmes contraintes, c'est à dire pas de problème religieux, pas de problème linguistique, et elles ont liberté de donner des salaires beaucoup plus élevés que le service public. Certaines personnes ont d'ailleurs quitté le service public pour aller dans le privé, peut être pour tenter une autre aventure, ou aussi pour des raisons financières. Vous voyez donc que le sort de la MBC Radio n'était pas très enviable mais on l'a enterrée un peu trop vite.
23. M.L : Qu'en est-il de la structure financière ?
24. J.M : Jusqu'à présent cette radio n'avait qu'un budget au compte goutte géré avec celui de la télé.

En venant à la MBC, j'avais imposé des conditions de travail, avec la création d'une rédaction séparée de celle de la télé, un début d'autonomie de la radio avec après courte échéance son propre budget c'est ce qui va se passer après un an. Maintenant la radio est de plus en plus autonome, avec sa rédaction, son personnel, et son budget, il y a même un budget qui a été voté pour jusqu'à la fin de l'année pour que des changements concrets soient opérés à la radio.

25. M.L : Alors, vu notre tissu pluri-ethnique en quoi est ce que la libéralisation peut être dangereuse ?
26. J.M : J'ai jamais dit que la libéralisation pouvait être dangereuse ?
27. M.L : Je le dis est ce qu'elle pourrait être dangereuse ?
28. J.M : Mais la question ne se pose même plus, il y a des lois dans ce pays, on vit dans une société de droit il ya une loi qui est passé pour faire la libéralisation des ondes. Il faut lire ces lois, la raison de cette espèce de psychose de certains : " ayo ki pou arrivé" (que va-t-il se passait ?). nous ne sommes pas exceptionnels dans le monde vous savez, le Liban et l'Irlande c'est beaucoup plus compliqué que nous. On a fait une loi dans ce pays et il faut en féliciter les autorités. On a bien cerné on a mis des gardes-fous pour que demain il n'y ait pas une radio intégriste, une radio qui vienne prêcher de la propagande politique, c'est interdit par la loi. D'ailleurs ceux qui ont fait acte de candidature pour avoir une radio l'ont très bien compris. Alors d'où vient cette espèce de psychose, moi je ne veux pas participer à cette espèce de psychose. Si tout le monde participe à cette psychose le pays n'avancerait pas, heureusement qu'il y a eu des gens qui n'ont pas eu peur pour 'imposer' la pilule gratuitement dans ce pays en 1960 ou l'indépendance en 1968 dans ce pays. Sinon on serait même pas encore une colonie mais une île vierge.
29. M.L : Il y a eu les émeutes de Février est ce que vous pensez que s'il y a d'autres évènements similaires à cela dans le cadre d'une libéralisation des ondes les choses se seraient passées autrement ?
30. J.M : Vous faites de la science fiction. Encore une fois votre argumentation ne repose que sur une seule chose la pseudo-fragilité de notre société et la peur collective. Et moi j'ai horreur que l'on joue sur ces genres de paramètres, car ce sont des paramètres sont purement psychologiques que l'on nourrit dans la société et c'est à cause de cela que ce pays est encore conservateur vis à vis de la femme, conservateur vis à vis de la légalisation de l' avortement et d'un certain nombre d'autres problèmes.
31. M.L : Mais s'il y avait la libéralisation à l'époque des émeutes çà aurait été peut être salutaire.
32. J.M : C'est de la science fiction que vous faites, je ne vois pas pourquoi vous établissiez des théories sur des choses qui sont passées et qui ne risquent pas d'arriver.
33. M.L : On a beaucoup parlé de désinformation à l'époque ou mal-information.Il y a des sociologues qui disent que s'il y avait libéralisation çà ne se serait jamais passé. Il n'y aurait pas eu la psychose des rumeurs, bien que votre radio à l'époque a joué un rôle, les Mauriciens s'informaient par la presse en ligne.
34. J.M : Et est ce qu'on a participé à la peur collective, est ce qu'on a participé à dire aux émeutes de descendre dans la rue et de frapper les policiers ? Alors arrêtons de réagir comme ces gens qui ont dit : mon Dieu l'indépendance ça va être terrible, tout le monde va porter des saris, on va porter indien, il faut bourrer vendre tout ce qu'on a et se réfugier en Australie. Cà c'est typique de la société mauricienne ce que vous êtes en train de me demander et c'est la raison pour laquelle nous sommes encore au Moyen Age au niveau de certaines mentalités. Au lieu de progresser on trouve toutes sortes d'excuses : un tissu social fragile, un pays multi-culturel, toutes les barrières possibles ont va les ériger pour que çà n'avance pas parce qu'on est profondément conservateur dans ce pays tant sur le plan religieux, sexuel, social, économique.
35. M.L : Est ce que ces contraintes dont vous parlez n'entrent pas en jeu tous les jours dans votre mission ?
36. J.M : Alors qu'est ce que je fais, je vais crier et dire mon dieu j'ai des pieds au dessus de ma tête et je ne peux pas faire autrement. Mais je n'aurais jamais changé la radio à ce moment là. Je viens de déplacer le bulletin en anglais de 8h00, c'était une institution. Il y en a qui râlent, eh bien pur moi c'est une minorité de momies. Et vous croyez que les radios privées vont faire avancer plus rapidement la société que le service public ?
37. M.L : Dites moi ce que vous en pensez ?
38. J.M : Moi je dis qu'il faut les deux, nous sommes en démocratie donc il y a de la place pour tout le monde que ce soit dans le domaine publicitaire, racial, culturel et ethnique. Il y a le service public, il faut aussi le service privé, ils n'ont pas tout à fait la même mission mais les deux vont informer, éduquer et divertir. Et comme c'est fait avec un encadrement légal tout à fait justifier avec le garde fou nécessaire, je ne vois pas pourquoi çà ne marcherait pas. La preuve nous tigre de l'Océan Indien, nous nombril de la terre, Madagascar sur lequel nous crachons, Les Seychelles sur lequel nous, crachons, Les Comores sur lequel nous crachons, L'Afrique sur lequel nous crachons doublement, ont libéralisé les ondes bien avant nous.

39. M.L : Est-ce que régulièrement vous commandez des sondages ?

J.M : Non çà coûte cher un sondage, il faut pas s'amuser à faire des sondages comme çà du matin au soir. Moi j'ai obtenu qu'un fasse un sondage juste avant la libéralisation des ondes pour avoir un état des lieux qui permettra d'ici la fin de l'année d'en faire un. Mais vous savez il faut donner du temps au temps, la libéralisation ne date que de trois mois, il faut donner un peu de temps. Au début qu'est ce qui s'est passé tout nouveau tout beau, çà allait être génial on allait réinventer la Radio, le service public allait être enfoncé. Trois mois après, les gens commencent à perdre certaines illusions et aujourd'hui les gens vous disent peut être la meilleure coloration d'antenne c'est la MBC.

M.L : Et comment trouvez-vous les grilles de programmes de vos concurrents ?

J.M : Vous ne m'aurez pas à ce petit jeu là. Vous savez quand on fait ce métier il faut une certaine éthique, jamais tant que je serais Directeur de la Radio pour quelques années vous ne m'entendrez dire du mal d'un concurrent, je dis bien concurrent. Parce que pour moi çà ne se fait pas, bien sûr j'ai une opinion personnelle. Mais je n'ai pas à m'exprimer dessus. Certaines ne se cachent pas de crier nous sommes les plus beaux nous sommes les meilleurs, à faire de l'auto-célébration, l 'auto congratulations, çà me fait bidonner parce que çà ne repose pas sur grand chose. Mais je dis qu'il faut qu'on apprenne le respect de l'autre, que vous me croyez naïf ou pas, bien sûr que j'ai mon opinion personnelle sur la grille de programmes de telle ou telle radio ou sur leur façon de faire, mais çà c'est un point de vue d 'auditeur.

M.L : Est ce que l'audience de ses deux radios peut être classifiée comme étant très différente ?
J.M : On n'en sait rien le premier sondage officiel sous tutelle du C.S.A ne va paraître que début novembre. C'est à ce moment que l'on va savoir qui écoute quoi à quelle heure et se démarquer l'un à l'autre. Mais on ne peut pas, là on est en train de tirer sur la comète seulement trois mois après. On a bien vu que même un mois , deux mois après la libéralisation il y a eu des mouvements, des mouvements d'allers et de retours. Certains se s précipités, ils sont restés, beaucoup se sont précipités mais ont eu l'air d'avoir certaines désillusions. Tant et si bien qu'aujourd'hui vous entendez même certains d'auditeurs, c'est incroyable, c'est inconcevable. Vous entendez certains auditeurs vous dire : " finalement la MBC Radio fait plus sérieux".
M. L : Et qu'en est-il de l'enjeu économique de cette libéralisation des ondes ?
J.M : Bien sûr qu'il y a un enjeu économique parce qu'il y a un gâteau publicitaire, bien sûr que le gâteau publicitaire n'est pas le même que pour la télévision et là je voudrais vous faire remarquer quelque chose qui est un danger qui nous guette, si on s'implique trop pour la pub çà peut nous mener vers quelques dérapages. Je vous signale à ce passage que l'IBA (independent Broadcasting Authority) a déjà demandé aux directeurs des radios de venir devant elle parce que le président de l'IBA a fait des remontrances et à menacer à l'avenir de porter très attention à cela bien qu'il n'ait pas parlé de sanctions jusqu'à présent au niveau de certains dérapages qui ont eu lieu. Je lui ai demandé moi même devant tout le monde "dérapages de quel radio" et il a répondu que le service public n'était pas concerné par ces dérapages. Je vous laisse tirer des conclusions. Pour l'enjeu économique il y a un gâteau publicitaire, et ce gâteau publicitaire il est normal que selon l'audimat il soit partagé etc... Malheureusement on a assisté à certaines choses certains ont voulu casser les prix de 40 % -50 %. Attention à la loi de la jungle, et puis il y a façon et façon de faire de l'audimat. On peut offrir la lune tous les jours, est ce que çà veut dire que c'est une bonne radio, quand on vous demande la couleur du cheval blanc de Napoléon.
M.L : Est ce que vous pensez que ces radios vont continuer à exister à long terme ?
J.M : Bien sûr, il faut qu'elles continuent à exister. Il faut qu'il y ait de la concurrence, c'est çà qui fait de l'ém tion. Elles se portent bien, elles ont des voitures, elles ont des locaux, du matériel numérique. Enfin il y en a qui a perdu ces deux plus gros actionnaires et qui les remplace, c'est un peu rapide là.Et d'autres dépensent des millions pour sautiller à tous les niveaux et donc il n'ya pas de raison. Mais vous savez est ce que c'est le matériel et est ce que c'est l'argent qui suffie pour faire une bonne radio , si c'était le cas toutes les radios auraient été excellentes.
M.L : Dans ce cas que faut-il pour une bonne radio ?
J.M : Moi je ne veux pas parler de la MBC Radio parce que je suis le directeur de cette radio, on a un problème à Maurice. Je ne veux pas d'avoir l'air d'être un précurseur mais depuis des années je répète que nous n'avons pas d'école de formation dans ce pays. Nous n'avons pas d'école de formation des journalistes de la presse écrite qui sont formés sur le tas, nous avons des techniciens, mais nous ne formons pas les gens pour être présentateur , animateur ou réalisateur ou même un métier que j'ai introduit à la radio : être programmateur des disques qui vont passer. Donc vous voyez qu'on a urgemment besoin non pas de licence en Communication ou de grandes théories, ce qu'il nous faut ce sont des studios écoles pour former des gens. Et tant qu'on aura pas fait cela, on n'aura pas professionnalisé le métier comme il se doit, çà c'est une condition sine qua non.
M.L :Quel est l'enjeu social ?
J.M : Cà c'est un enjeu qui compte beaucoup pour le service public pour desservir toutes les couches de la société, toutes les catégories d'âge, toutes les communautés, toutes les religions et le service public s'y attèle malgré toutes les difficultés que cela représente. Et je crois que le service public a des missions à accomplir qui n'entrent pas dans l'escarcelle des radios privées, c'est pas une critique, c'est un constat. Ca n'est pas par hasard que l'année dernière j'ai relancé l'histoire d'un container pour recueillir des vivres pour aller distribuer

dans les quartiers les plus démunis avec les pauvres. Ca n'est pas par hasard que nous faisons un certain nombre d'émissions radios qui ne sont pas du tout à but lucratif mais qui doivent avoir leur place dans le service public.

53. M.L : Alors il y a un acteur qui a joué un rôle mobilisateur dans la libération des ondes, quelqu'un qui est passé de la presse écrite à la radio et qui fait des émissions qui ont l'air de faire pas mal d'audience. Je parle d'Enquêtes en Direct.
54. J.M : Ah vous trouvez que cette émission est sociale, Enquêtes en direct est une forme d'investigation qui a ses qualités et ses défauts mais de là lui prêter un caractère social c'est encore une fois béatifier " Zorro". Je ne connaîtrais pas le producteur de cette émission, lui se pose comme un shérif redresseur de torts pour soigner sa propre image. Alors je vous en prie pas d'icône ou ni d'iconographies et rendez-vous dans quelques mois sur le caractère social de cette émission. Et qui ne va pas s'en poser certains petits problèmes, mais ce n'est pas le type d'émissions que devra épouser le service public, parce que nous aussi nous faisons des émissions d'enquêtes. C'est la MBC Radio qui a commencé des émissions sur les consommateurs ou à donner la parole aux gens et cela sans "escroc et sans Zorro".
55. M.L : Et il y a une autre émission sur une autre radio, une émission sexo , quelles sont vos perceptions ?
56. J.M : Je ne crois pas en la radio en dessous de la ceinture, je ne savais pas qu'il existait des voyeurs audio c'est nouveau. Vous avez déjà entendu de telles émissions sur le service public, on fait des émissions sur le sexe mais avec des psychologues, avec des spécialistes pour peu qu'on en ait. A Maurice il n'y a pas de sexologue en vérité. Moi je suis tout à fait pour ce type d'émissions sur le sexe, car dans ce domaine les Mauriciens sont un peu coincés, mais il faut le faire en s'entourant d'un certain nombre de garanties minimales sur le plan professionnel. Seuls peuvent en parler soit des spécialistes en présence de gens qui ont ce type de cas. C'est comme quand on fait une émission de médecine, ou une émission sur la loi, il faut qu'il y ait des avocats qui soient là.
57. M.L : Et l'enjeu politique ?
58. J.M : L'enjeu politique est très simple, je crois que le gouvernement actuel qui a hérité d'une situation économique pas très agréable, pas très reluisant respecte au moins ce qu'il avait dit en matière de libéralisation des ondes. Il a libéralisé et en cela je crois que toute la population elle est reconnaissante parce que ceux qui étaient là avant ont promis, promis, et on a rien vu venir. Ce gouvernement a eu le courage de libéraliser et certaines de vos questions ont montré à quel point on en est encore a avoir peur dans ce pays de X,Y,Z dans ce pays. Ce gouvernement va en retirer une donnée politique, demain il pourra monter sur les estrades et dire : " nous avons libéralisé, nous avons démocratisé" dans un cadre juridique en toute démocratie, puisque la liberté de quelqu'un s'arrête où commence la liberté de l'autre.
59. M.L : Est ce qu'il y a moins d'intervention du gouvernement, est ce qu'il y a des pressions quelquefois du gouvernement ?
60. J.M : Ca c'est l'éternel ritournelle que l'on sort, je parle pour la Radio, je ne suis pas Directeur général de la MBC , je ne parle ni pour la télé. Bien sûr que pendant très longtemps le service public monopole a été la voix de son maître, çà tout le monde le sait et tous les gouvernements qui sont passés ont fait de la même façon et là je dois dire pour une fois il y a eu une brèche avec cette libéralisation des ondes et tout le monde est bien train de se rendre compte que l'on ne peut pas avoir d'un côté une opinion uniforme et de l'autre côté une opinion multiforme. Bien entendu çà n'est jamais facile, et vous savez quand on parle de politique à Maurice, il ne faut pas interpréter çà seulement comme étant ministres et politiciens, il faut aussi parler de cette gangrène qu'est la pression des groupes socio-culturels qui représentent qui ou quoi on ne sait pas très bien, çà c'est une des composantes qu'il faut tenir en ligne de compte, il faut prendre la société telle qu'elle est. Cela dit ne tombons pas dans le travers de penser que les autres sont des grands démocrates ils vont dire la vérité et que le service public est sous le service du pouvoir et ne dira jamais rien. Vous croyez que le choses sont aussi simples que çà d'un côté tout noir et de l'autre côté tout blanc, et si moi je faisais de la démagogie en vous disant : " mais qui sont les grands derrière les radios " ?
61. M.L : Est-ce que vous voulez dire que vous êtes plus sujet à des pressions que les radios privées sachant que votre radio est une radio sous la tutelle de l'état?
62. J.M : Donnez-moi un seul argument vérifiable sur ce que vous venez de me dire ?
63. M. L : Vous avez dit que vous êtes un service public régi par le MBC Act et par l'IBA, alors on sait très bien que depuis la radio a été créée qu'il y a une supervision du gouvernement.
64. J.M : Encore une foi vous vous référez au passé et vous ne voulez pas prendre en ligne de compte les données nouvelles.
65. M.L : Si vous comparez 1993 où vous avez été Directeur pendant un an et maintenant.
66. J.M : Ce n'est plus du tout pareil, maintenant il y a la concurrence et çà a participé à la libéralisation. Que ce soit facile d'imposer son indépendance une autonomie de la radio, rien n'est facile, mais arrêtons de colporter des lieux communs qui sont totalement dépassés.
67. M.L : Est ce que les politiques l'ont compris ?
68. J.M : Bien sûr que l'on aura toujours des difficultés, c'est la raison pour laquelle il faut encore se battre quelque oit le régime, quel que soit le parti politique. Vous croyez qu'en France qu'il n'y a pas des pressions. Est-ce que pour cela le service public Antenne 2 n'est pas crédible par rapport à TF1, vous croyez plus ce qu'on raconte sur TF1 que sur Antenne 2.

M.L : Parlons de l'espace public médiatique à Maurice, est ce que vous croyez en une libéralisation de la télévision ?
J.M : Je ne suis ni le Premier Ministre, ni le Directeur de la télévision, je ne peux répondre qu'en tant que Directeur de la radio.
M.L : Au début de la libéralisation, Radio One avait parlé d'inter culturalité, plutôt que de juxtaposition culturelle, voulez vous y porter un commentaire ?
J.M : je ne sais pas ce que çà veut dire.
M.L : Pensez vous que cette libéralisation va jouer un rôle important dans les élections à venir ?
J.M : Les gens sont en général amnésiques sur le plan politique.
M.L : Comment voyez vous les perspectives de cette libéralisation à long terme ?
J.M : Maintenant c'est très bien qu'on est libéralisé, évidemment on aura encore quelque obstacle à surmonter.
M.L : Quels genres d'obstacles ?
J.M : Il faudra consolider cette libéralisation, on a fait une institution l'IBA, moi je trouve qu'elle va trop tarder à faire un sondage. Deuxièmement, le moyen d'écouter les radios comme le CSA n'existe pas à Maurice. S'il y a des dérapages raciales ou religieux sur une radio, aujourd'hui on compte sur la responsabilité du Directeur de cette radio. Moi je crois qu'il faut peut être mieux quadriller cela, mais cela coûte très cher de pouvoir faire un échantillonnage. Vous connaissez le zapping comment par exemple Canal + arrive à faire le zapping de la radio et de la télé, parce qu'il y a un système qui est très pointu qui permet cela et qui coûte des millions. Je crois qu'il va falloir trouver un moyen comme un autre pour écouter toutes ces radios pour éviter tout dérapage sur le plan religieux, racial.

Troisièmement, ans les perspectives d'avenir, il faut aussi penser au numérique, on a dit un peu trop vite qu'on allait tout mettre au numérique en ne se rendant pas compte que çà coûte très cher le numérique. Le numérique au niveau des émetteurs démultiplie les possibilités, et malgré la petite population de Maurice le numérique sera la solution pour avoir des radios municipales ou des radios associatives. Et là aussi il faut voir si çà peut être rentable ou pas, parce que si c'est pour vivre trois mois et faire du boyscoutisme çà ne vaut pas la peine. Je crois qu'un jour il faudra penser à une maison de la radio totalement séparée de la radio de la MBC et pour le numérique penser à donner des radios scolaires. Il faut qu'il y ait des scolaires qui diffusent des programmes à certaines heures pour le cycle primaire, pour le cycle secondaire, pour le tertiaire aussi pour les adultes qui veulent former à distance. Tout cela il faut y penser et c'est la radio qui peut faire çà beaucoup plus que la télé, donc il y a beaucoup de perspectives avec évidemment des obstacles surtout sur le plan financier. Mais vous savez nous sommes un petit pays, une petite population donc tout çà ne va pas se faire comme çà en un clin d'œil, mais il y a des perspectives pour la radio dans ce domaine là quand nous serons passés à un stade ultérieur après la libéralisation des ondes qui est le stade du tout numérique.

M.L : Comment fonctionne votre radio à Rodrigues et quel est l'avenir de cette radio ?

J.M : La radio à Rodrigues a été pire encore qu'un parent pauvre, si la radio à Maurice a été un parent pauvre, là bas çà a été un parent presque oublié. Il y avait une grille de programme inadaptée, des moyens techniques très limités, un manque total de formation au niveau de l'encadrement mais çà nous en souffrons aussi à Maurice. Donc nous avons repensé une grille, il y a donc plus d'émissions locales, plus de proximité.
M.L : Est ce que Rodrigues a sa propre rédaction ?
J.M : Rodrigues a s propre rédaction, avec les moyens du bord, mais c'est pas en un an que l'on va tout chan[illegible] ça va dépendre du budget alloué à la radio, de la partie que l'on va consacrer à Rodrigues que ce soit pour le matériel, que ce soit au niveau de la formation du personnel, il faudra à longue échéance que Rodrigues devienne une radio émettant 24 heures sur 24. Et avec l'autonomie qui va arriver tout cela va aller un peu de pair.
M.L : Et tout à l'heure vous avez parlé d'une radio à part entière avec des locaux, que l'on fasse bien la démarcation entre la radio et la télé.
J.M : Je l'ai dit depuis 90, qu'il fallait une maison de la radio, car le cordon ombilical n'avait pas été coupé entre la télé et la radio. D'ici la fin de l'année nous aurons deux petits studios numériques pour être au niveau des autres. On peut très bien avoir une maison de la radio qui soit à Forest Side.
M.L : Votre vœu le plus cher pour votre radio ?
J.M : Il est normal qu'elle soit considérée comme la première radio du public, car c'est une radio du service public. Laissez les sondages faire leur travail et je pense que nous avons trouvé au bout d'une année que nous pouvons rester concurrentiels sur le plan publicitaire tout en changeant les grilles de programmes et même beaucoup plus qu'on le croyait. Je préfère avoir des idées, les mettre en pratique, je laisse les auditeurs apprécier. En tout cas, dans quelques années je me retirerai, mais je me promets de laisser un service public digne de ce nom.
M.L : Merci.